EVROPSKÝ PARLAMENT

2004 *2009*

Výbor pro rozvoj

2005/0046(COD)

1. 2. 2006

STANOVISKO

Výboru pro rozvoj

pro Výbor pro občanské svobody, spravedlnost a vnitřní věci

k návrhu rozhodnutí Evropského parlamentu a Rady ke zřízení Evropského fondu pro uprchlíky pro období 2008–2013 jako součásti obecného programu „Solidarita a řízení migračních toků“
(KOM(2005)0123 – C6-0124/2005 –2005/0046 (COD))

Navrhovatel: Fernando Fernández Martín

STRUČNÉ ODŮVODNĚNÍ

1. Un programme-cadre de solidarité

La Commission européenne propose sous le nom de "programme-cadre de solidarité et de gestion des flux migratoires pour la période 2007-2013"[1] trois décisions du Conseil et du Parlement européen (soumises à la procédure de codécision) et une Décision du Conseil (soumise à la procédure de consultation). Avec ces propositions, l´idée envisagée est de donner davantage de cohérence et d'harmoniser la politique d´immigration de l´Union européenne. Pour y parvenir, la ratification du Traité constitutionnel par tous les États membres aurait facilité la tâche des institutions, même si les instruments juridiques dont dispose l'Union actuellement devraient être suffisants pour avancer dans ce domaine.

La proposition vise à renforcer la solidarité entre les États membres pour la gestion et financement des coûts engendrés par l´accueil des immigrants. L´immigration est une priorité pour l´Union européenne, ainsi que la Commission et le Parlement l´ont déclaré à plusieurs reprises. Il faut souligner que les dotations des quatre fonds prévus au titre du paquet ne devraient pas être transférables entre elles. C'est pourquoi la commission du développement doit veiller, lors du débat sur les perspectives financières, à ce que pour la réalisation de ce but de gestion commune, une réduction de la dotation financière actuelle des instruments ne peut dans aucun cas être tolérer, et même une augmentation sera souhaitable.

2. La création du Fonds européen pour les réfugiés pour la période 2008-2013

Créé aussi sur demande du Parlement européen en 2000, le Fonds européen pour les réfugiés (FER) permet de poser les bases d'une solidarité communautaire en matière d'accueil des demandeurs d'asile et d'une protection temporaire en cas d'afflux massif de personnes déplacées. La deuxième phase du FER de 2005 à 2010 vient de débuter, tenant compte du nouveau cadre réglementaire communautaire sur la politique d'asile. Vu ce fait, la présente proposition prévoit une prolongation de cet instrument jusqu'en 2013, avec la première tranche pluriannuelle jusqu'en 2007 comme prévue par le règlement actuel, et deux autres tranches de 2008 - 2010 et de 2011 à 2013 sous le nouveau programme cadre. Le Fonds s'élève en total de 1 184 millions € pour la période 2008 - 2013.

3. La position du rapporteur

Compte tenu du fait que la mise en œuvre des standards adoptés dans l'Union européenne (p.ex. l'acquis de Schengen) représente pour l'instant des charges inégales pour les différents Etats membres, un mécanisme de solidarité est nécessaire et devrait en premier lieu assurer le traitement égal des refugiés, les demandeurs d'asile et des migrants, bien sûr sous un respect complet des normes reconnues pour les droits de l'homme.
En plus, il faut bien garder en mémoire que la discussion autour de la 'solidarité' devrait non seulement toucher les Etats membres, mais que cette notion de 'solidarité' devrait être valable pour tous les pays concernés, y inclus les pays tiers. Dans cette perspective, le rapporteur se

[1] COM(2005)0123, 6.4.2005

félicite de l'approfondissement des discussions en cours pour les bénéfices que la politique du développement peut apporter à une politique efficace de migration. Les événements des derniers mois dans les exclaves espagnoles de Ceuta et Melilla ont une fois de plus mis en avant la nécessité évidente: "more development for less migration". Dans cette optique, le rapporteur estime qu'il y doit avoir un équilibre entre sécurité et solidarité avec les immigrants.

Vu le fait qu'il s'agit ici de lignes directrices des programmes cadres pour toute une perspective financière, les textes ne font qu'esquisser les dimensions qui seront par après à concrétiser par les programmes pluriannuels. C'est pour cela que ces propositions se prêtent peu à des modifications concrètes, et les textes dans leur généralité semblent de tenir compte des discussions des dernières années. Mais il faudra veiller comment ces propositions vont s'articuler concrètement.

Néanmoins, le rapporteur propose de renforcer l'importance de certains aspects pour le Fonds pour les réfugiés. Premièrement, le lien entre les réfugiés et la politique de développement est à inclure dans l'article sur les objectifs généraux de la proposition. La politique d'immigration a une double dimension, interne et externe. Il est pour cela indispensable qu'on établisse des mécanismes clairs donnant un caractère opérationnel et coordonné aux deux dimensions. Le rapporteur considère que l'immigration régulée constitue une garantie de respect des droits de l'homme et des conditions de vie et de travail des immigrants. En tout cas, l'appui aux pays en voie de développement et la pleine collaboration entre l'Union européenne et ces pays, sont primordiaux pour le succès de toute politique d'immigration.

Vu les efforts continuels d'augmenter la harmonisation de l'action communautaire, il paraît au rapporteur très modeste de ne réserver qu'un montant de 7 % du budget aux mesures communautaires, surtout si une des demandes du programme de la Haye[1] est - ce qui est repris dans la proposition - la création " des structures appropriées auxquelles les services d'asile nationaux des Etats membres seront associés, en vue de favoriser une coopération pratique et fructueuse". De même, il ne suffit pas de mettre en place des procédures d'asile, mais il faut aussi garantir l'accès sûr à ces procédures. Et un élément clé dans la discussion pour un Fonds pour les réfugiés est dans l'opinion du rapporteur le renforcement du respect des droits de l'homme. Cette notion est à inclure d'urgence dans les dispositions relatives à l'adoption des orientations stratégiques et dans l'élaboration des programmes pluriannuels.
En tenant compte de ces remarques et de la mise en œuvre concrète, le rapporteur ne peut que soutenir cette proposition de décision comme un pas nécessaire vers une politique commune d'asile dans l'Union européenne.

POZMĚŇOVACÍ NÁVRHY

Výbor pro rozvoj vyzývá Výbor pro občanské svobody, spravedlnost a vnitřní věci jako příslušný výbor, aby do své zprávy začlenil tyto pozměňovací návrhy:

[1] Vu les conclusions rendues par le Conseil européen lors de sa réunion des 4 et 5 novembre 2004 à Bruxelles.

Znění navržené Komisí[1]	Pozměňovací návrhy Parlamentu

Pozměňovací návrh 1
Čl. 2 odst. 1

1. Obecným cílem fondu je podpora a povzbuzení úsilí členských států při přijímání uprchlíků a vysídlených osob a při nesení důsledků tohoto přijetí s ohledem na právo Společenství v těchto věcech prostřednictvím spolufinancování akcí stanovených tímto rozhodnutím.	1. Obecným cílem fondu je podpora a povzbuzení úsilí členských států při přijímání uprchlíků a vysídlených osob a při nesení důsledků tohoto přijetí s ohledem na právo Společenství v těchto věcech, ***stejně jako právní předpisy zemí původu a obecné zásady rozvojové politiky*** prostřednictvím spolufinancování akcí stanovených tímto rozhodnutím.

Odůvodnění

Obecné cíle Fondu pro uprchlíky nelze stanovit bez zohlednění důvodů, které uprchlíky vedou k odchodu z jejich země. Účelem by nemělo být pouze podporovat úsilí členských států, ale i posilovat stávající opatření, která umožňují zasáhnout již před odchodem uprchlíků z jejich země, jako např. dvoustranné klauzule mezi Unií a zemí původu a kladný dopad uskutečňování rozvojových cílů tisíciletí.

Pozměňovací návrh 2
Čl. 3 odst. 2 bod -a) (nový)

	(-a) informace a přístup k azylovým řízením pro žadatele;

Odůvodnění

Il ne suffit pas de créer des structures pour les procédures d'asile, mais il faut surtout garantir que les demandeurs d'asile ont aussi accès à ces structures. Ceci peut aussi impliquer une politique d'information déjà dans le pays d'origine du demandeur d'asile. C'est pour cela il est important d'inclure ce droit à l'information et à l'accès dans les actions éligibles de l'instrument financier.

Pozměňovací návrh 3
Čl. 3 odst. 2 bod g)

g) informování místních komunit, které budou ve styku s těmi, kteří byli přijati	g) informování místních komunit ***a školení personálu orgánů místní správy a***

[1] Dosud nezveřejněné v Úředním věstníku.

v přijímající zemi.	***přijímacích subjektů***, které budou ve styku s těmi, kteří byli přijati v přijímající zemi.

Odůvodnění

Il est très important que les personnes accueillies dans les entités locales sont perçues d'une manière positive. Pour arriver à cette image positive, la sensibilisation de la population locale est sûrement importante, mais pour arriver à cette sensibilisation d'une manière efficace il y a avant tout le besoin d'une formation appropriée des autorités locales et des structures d'accueilles.

Pozměňovací návrh 4
Čl. 3 odst. 6

6. Akce musí brát v úvahu specifickou situaci zranitelných osob, jako například nezletilých, nezletilých bez doprovodu, invalidních osob, starších lidí, těhotných žen, samoživitelů s nezletilými dětmi a osob, které byly vystaveny týrání, znásilnění nebo jiným závažným formám psychologického, tělesného nebo sexuálního násilí.	6. Akce musí brát v úvahu specifickou situaci zranitelných osob, jako například nezletilých, nezletilých bez doprovodu, invalidních osob, starších lidí, těhotných žen, samoživitelů s nezletilými dětmi a osob, které byly vystaveny týrání, znásilnění nebo jiným závažným formám psychologického, tělesného nebo sexuálního násilí, ***a zaručovat v první řadě v rámci každé akce plné dodržování norem v oblasti lidských práv.***

Odůvodnění

Primauté dans la toute action doit être accordée avant tout au plein respect des droits de l'homme. Sachant les circonstances souvent précaires des demandeurs d'asile, il est indispensable de respecter dans les procédures à suivre la dignité de l'être humain, trop souvent encore bafoué dans les pratiques actuelles.

Pozměňovací návrh 5
Čl. 4 odst. 1

1. Z podnětu Komise může fond financovat nadnárodní akce nebo akce v zájmu Společenství („akce Společenství“) v oblasti azylové politiky a opatření týkající se cílových skupin podle článku 6, a to do výše ***7 %*** dostupných zdrojů.	1. Z podnětu Komise může fond financovat nadnárodní akce nebo akce v zájmu Společenství („akce Společenství“) v oblasti azylové politiky a opatření týkající se cílových skupin podle článku 6, a to do výše ***15 %*** dostupných zdrojů.

Odůvodnění

Le montant de 7% du budget réservé à des actions communautaires de cet instrument

financier ne suffit dans aucun cas aux ambitions énoncées dans la proposition comme objectif. "... produire des bénéfices collectifs à l'échelle de l'Union par la mise en œuvre d'actions coordonnées ou conjointes." (p.8) Pour arriver "de favoriser une coopération pratique et fructueuse" (p.9), un montant plus élevé est décidément nécessaire.

Pozměňovací návrh 6
Čl. 5 odst. 2 písm. ea) (nové)

(ea) právní pomoc, jakož i tlumočnické a překladatelské služby.

Odůvodnění

Dans les mesures d'urgence visées par l'article 5, la proposition mentionne la nécessité de "l'assistance médicale, psychologique ou autre". (Art. 5, §2 c) La formulation "ou autre" est très vague et il est à notre avis aussi important que le demandeur d'asile soit informé de ses droits et devoirs. Pour cette raison, une assistance juridique compréhensible par le demandeur en question est indispensable et doit être reprise explicitement dans les mesures d'urgence.

Pozměňovací návrh 7
Čl. 9 odst. 1

1. Za realizaci víceletých a ročních programů uvedených v článcích 19 a 21 jsou ***na příslušné územní úrovni odpovědné členské státy*** v souladu s konkrétním institucionálním systémem každého členského státu. Výkon této odpovědnosti musí být v souladu s tímto rozhodnutím.	1. Za realizaci víceletých a ročních programů uvedených v článcích 19 a 21 jsou ***odpovědné příslušné orgány v členských státech*** v souladu s konkrétním institucionálním systémem každého členského státu. Výkon této odpovědnosti musí být v souladu s tímto rozhodnutím.

Odůvodnění

Les structures internes de chaque état membre sont très diverses. Pour cella la gestion et mise en œuvre des programmes pluriannueles doit être fait selon la legislation et les structures internes de chaque Etat (territoriales ou non).

Pozměňovací návrh 8
Čl. 18 odst. 2

2. U každého cíle fondu musí tyto pokyny uplatňovat především priority Společenství ve snaze podpořit uskutečnění společného evropského azylového systému.	2. U každého cíle fondu musí tyto pokyny uplatňovat především priority Společenství ve snaze podpořit uskutečnění společného evropského azylového systému, ***a zaručovat plné dodržování norem v oblasti lidských***

práv.

Odůvodnění

Primauté dans la programmation ainsi que les programmes nationaux pluriannuels doit être accordé avant tout au plein respect des droits de l'homme. Sachant les circonstances souvent précaires des demandeurs d'asile, il est avant tout indispensable dans les procédures à suivre la dignité de l'être humain, trop souvent encore bafoué dans les pratiques actuelles.

POSTUP

Název	Návrh rozhodnutí Evropského parlamentu a Rady ke zřízení Evropského fondu pro uprchlíky pro období 2008–2013 jako součásti obecného programu „Solidarita a řízení migračních toků“
Referenční údaje	KOM(2005)0123 – C6-0124/2005 – 2005/0046(COD)
Příslušný výbor	LIBE
Výbor, který zaujal stanovisko Datum oznámení na zasedání	DEVE 22.6.2005
Užší spolupráce – datum oznámení na zasedání	
Navrhovatel Datum jmenování	Fernando Fernández Martín 31.8.2005
Předchozí navrhovatel	
Projednání ve výboru	14.11.2005 1.12.2005 25.1.2005
Datum přijetí	25.1.2005
Výsledek závěrečného hlasování	+: 22 –: 0 0: 1
Členové přítomní při závěrečném hlasování	Margrietus van den Berg, Danutė Budreikaitė, Marie-Arlette Carlotti, Thierry Cornillet, Nirj Deva, Fernando Fernández Martín, Hélène Goudin, Filip Andrzej Kaczmarek, Glenys Kinnock, Wolfgang Kreissl-Dörfler, Maria Martens, Miguel Angel Martínez Martínez, Gay Mitchell, Toomas Savi, Frithjof Schmidt, Jürgen Schröder, Anna Záborská, Mauro Zani
Náhradníci přítomní při závěrečném hlasování	Milan Gaľa, Linda McAvan, Manolis Mavrommatis, Anne Van Lancker, Gabriele Zimmer
Náhradník (ci)(čl. 178 odst. 2) přítomný (í) při závěrečném hlasování	
Poznámky (údaje, které jsou k dispozici jen v jednom jazyce)	